



2005 – 2006



Société de revitalisation du
SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO

Rapport annuel





Table des matières

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL	2
RÉALISATIONS 2005–2006	4
CONCOURS DE PROJETS NOVATEURS POUR LE SECTEUR RIVERAIN CENTRAL	10
ÉVÈNEMENT QUAY TO THE CITY : ÉTÉ 2006	12
EAST BAYFRONT	13
COLLECTIVITÉS INGÉNIEUSES	14
CONSEIL CONSULTATIF I-WATERFRONT	15
GESTION – DISCUSSION ET ANALYSE	16
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR	17
ÉTATS FINANCIERS – TABLE DES MATIÈRES	18
ÉTATS FINANCIERS	19
CONSEIL D'ADMINISTRATION	37
COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	37
ÉQUIPE DE DIRECTION	37



Message du président-directeur général

L'objectif principal de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto (SRSRT) pour l'année 2005–2006 a consisté à élargir ses priorités pour passer de la planification à la réalisation, le but étant de présenter aux Torontoises et aux Torontois une preuve tangible des progrès accomplis dans le domaine de la revitalisation du secteur riverain de notre ville.

Tout au long de l'année, le soutien sans faille de nos partenaires gouvernementaux et la collaboration active des intervenants du secteur riverain ont permis à la SRSRT de réaliser cet objectif.

L'événement marquant le plus attendu de l'année 2005–2006 a été le début des travaux dans le secteur des West Don Lands, le premier nouveau quartier riverain à être construit. Les travaux ont officiellement commencé au mois de mars.

L'accessibilité du public, l'excellence en matière de design, le développement durable et l'innovation sont les principaux moteurs de la revitalisation du secteur riverain.

En 2005–2006, la SRSRT a réalisé des progrès indéniables dans ces quatre domaines.

ACCESSIBILITÉ DU PUBLIC

Le principal moyen mis en œuvre par la SRSRT pour honorer l'engagement qu'elle a pris d'améliorer l'accessibilité du public consiste à revitaliser le secteur riverain en mettant en avant le développement des parcs et des espaces publics. En 2005–2006, la SRSRT a réalisé des travaux sur six projets de parcs — *les installations du cours d'eau Western Beaches, la promenade York Quay, la promenade John Quay, l'amélioration du parc Marilyn Bell, le prolongement du sentier Martin Goodman, du parc Marilyn Bell jusqu'à la Place de l'Ontario, et la construction de la première phase du nouveau secteur riverain de Port Union*. Les six projets sont maintenant terminés.

EXCELLENCE EN MATIÈRE DE DESIGN

En juin 2005, la SRSRT a demandé à des membres du *Comité d'examen des projets du secteur riverain (Waterfront Design Review Panel)* de conseiller la société en tant qu'experts relativement à la qualité du domaine public du secteur riverain et à celle des projets architecturaux. Tous les projets de la SRSRT ayant un volet design sont désormais étudiés par le comité au cours de réunions mensuelles accessibles au public. L'engagement pris par la société en ce qui a trait à l'excellence en matière de design est également ressorti du *concours de projets* organisé par la SRSRT pour le domaine public du secteur riverain central, un concours qui a suscité un vif intérêt auprès des professionnels et du public.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2005–2006, nous avons finalisé nos normes environnementales en ce qui a trait à la construction de bâtiments dans le secteur riverain. La SRSRT s'efforce de développer la première collectivité atteignant le niveau « or » de la certification LEED (pour « Leadership in Energy and Environmental Design »). *Avec la planification de 12 000 logements dans les secteurs des West Don Lands et de East Bayfront*, la SRSRT a la possibilité de modifier le mode de construction des logements à Toronto. La SRSRT a fait du respect de ces normes une condition sine qua non de tous les travaux de construction effectués dans le secteur riverain, y compris des travaux de construction réalisés sur des terrains détenus par des intérêts privés.

INNOVATION

La SRSRT estime que la création d'une infrastructure de communications ingénieuse à faible coût et dotée d'une bande passante très large — *ce que la SRSRT a appelé i-Waterfront*Net* — permettra au secteur riverain de se distinguer et d'attirer à Toronto les emplois hautement qualifiés du 21^e siècle. En 2005–2006, la SRSRT a commencé à bâtir les fondations sur lesquelles reposera ce réseau.

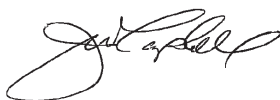
Les progrès accomplis en 2005–2006 relativement à ces projets ainsi qu'à d'autres projets du secteur riverain ont été rendus possibles grâce à certains outils importants fournis par nos partenaires gouvernementaux. Les trois paliers de gouvernement ont conclu une entente relativement à un plan de financement de la société sur 10 ans qui amènera une plus grande transparence en ce qui a trait à la façon dont — et aux dates auxquelles — l'investissement public de 1,5 milliard de dollars en matière de revitalisation du secteur riverain sera dépensé. La SRSRT a également signé des protocoles d'entente avec la ville et la province. Ceux-ci ont défini les rôles et responsabilités de la SRSRT et des organismes gouvernementaux en ce qui a trait aux travaux dans les secteurs des West Don Lands, de East Bayfront et des Port Lands.

Cette année, les priorités de la SRSRT demeurent le développement des secteurs des West Don Lands et de East Bayfront ainsi que le commencement des travaux de réalisation du projet lauréat du Concours de projets novateurs pour le secteur riverain central. *Des projets touchant au domaine public, comme la construction d'un nouveau parc riverain Mimico, la construction de terrains de sport dans les Port Lands, l'écologisation de la rue Leslie et d'autres améliorations du sentier Martin Goodman, sont également en cours.*

Au nom de la SRSRT, j'aimerais remercier nos partenaires gouvernementaux pour leur soutien sans faille et leur collaboration. Ils nous ont beaucoup aidés à accomplir les progrès que nous avons réalisés cette année.

J'aimerais également saluer et remercier les nombreux membres dévoués de la collectivité pour le rôle prépondérant qu'ils continuent à jouer dans la revitalisation du secteur riverain. Grâce à eux, les travaux réalisés par la société ont énormément gagné en qualité.

Sincèrement,



John W. Campbell, *président-directeur général*

Réalisations 2005–2006

Mai 2005

Juin 2005

Juillet 2005

Août 2005

Septembre 2005

Nomination du Comité
d'examen des projets

Achat du 7
Queens Quay

Promenade York Quay
– Travaux terminés

Aval du Conseil
municipal – Plan général
des West Don Lands

Plan de financement sur
10 ans approuvé par les trois
paliers de gouvernement

Restitution à l'état naturel
de l'embouchure du Don
– Lancement de l'évaluation
environnementale

Signature d'un protocole
d'entente SRSRT/SIO/MRIP

Octobre 2005

Novembre 2005

Décembre 2005

Janvier 2006

Février 2006

Mars 2006

Début des travaux de construction de l'installation riveraine

Début des travaux d'amélioration du sentier Martin Goodman et du parc Marilyn Bell

Début des travaux de construction de la promenade John Quay

Aval du Conseil municipal – Plan général de East Bayfront

Collectivités ingénieuses – Mise en place du Conseil consultatif

Signature d'un protocole d'entente SRSRT/TEDCO/Ville

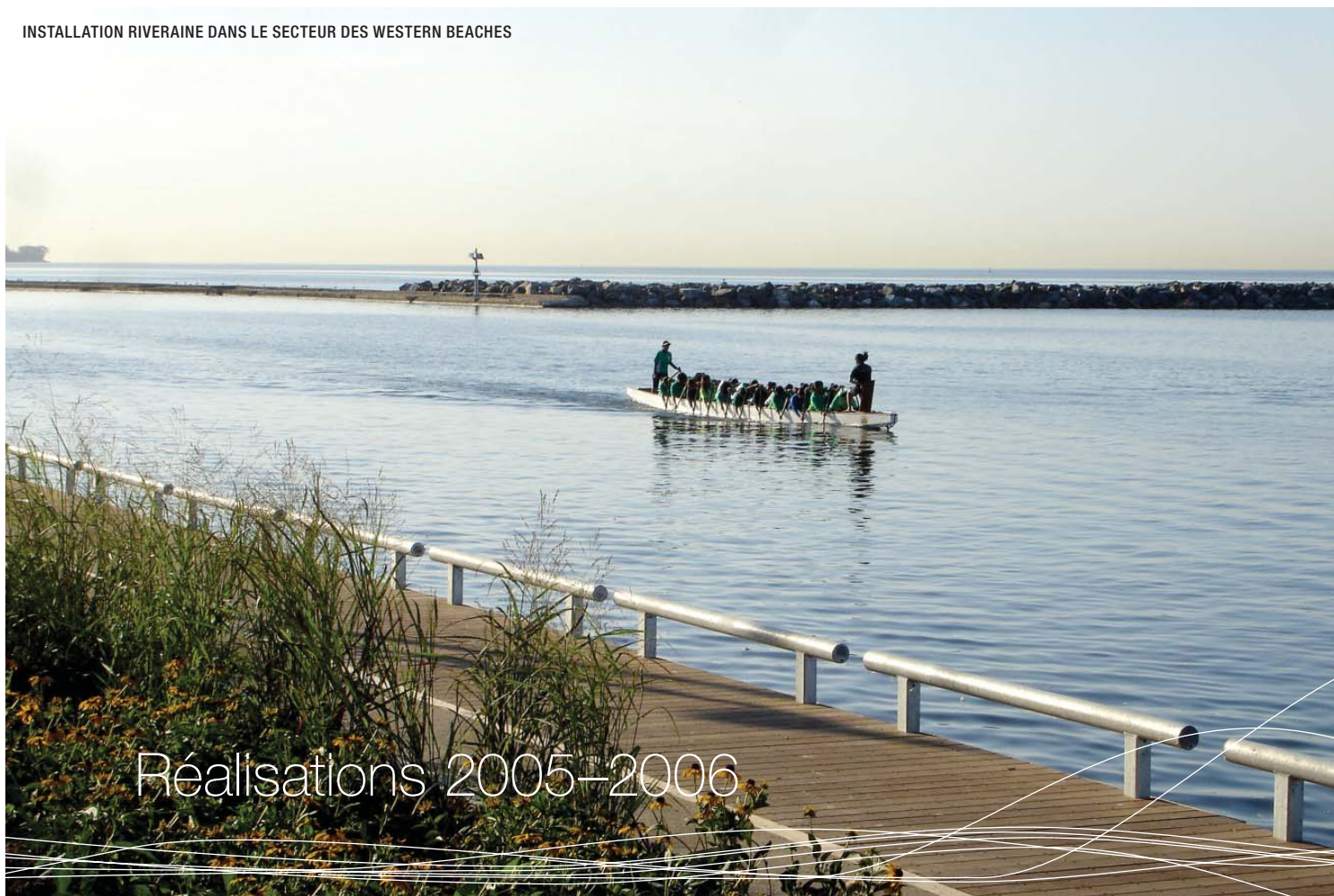
Début des travaux entourant le projet du parc Don River

Lancement du Concours de projets novateurs pour le secteur riverain central

Nouvelles lignes de transport en commun du secteur riverain – Lancement de l'évaluation environnementale

Début des travaux dans les West Don Lands

Signature d'un protocole d'entente SRSRT/TGHC en matière de logement abordable dans le cadre de la revitalisation du secteur riverain



Réalizations 2005–2006

WEST DON LANDS

Mai 2005 — Le Conseil municipal a donné son aval au plan général des West Don Lands de la SRSRT, la première étape du processus d'avis municipaux pour la construction de la collectivité de 32 hectares qui accueillera 5 800 nouvelles résidences, toutes construites conformément aux normes les plus exigeantes en matière de durabilité, des parcs d'une superficie de plus de huit hectares et une nouvelle ligne de transport en commun.

Septembre 2005 — La SRSRT, le ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique et la Société immobilière de l'Ontario ont signé un protocole d'entente pour les travaux dans le secteur des West Don Lands. En définissant les responsabilités de chacun, le protocole d'entente constitue un outil important pour entamer les travaux « sur le terrain ».

Février 2006 — La SRSRT et la TTC ont lancé une évaluation environnementale de la construction de la nouvelle ligne de transport en commun dans le secteur des West Don Lands. Toutes les résidences des West Don Lands se trouveront à cinq minutes de marche de la ligne de transport. L'évaluation environnementale sera terminée en 2007. Les travaux débuteront en 2008 et seront terminés en 2009.

Mars 2006 — La première phase des travaux de construction dans le secteur des West Don Lands a officiellement commencé. La préparation du chantier et l'élargissement du pont ferroviaire CN au-dessus de la rivière Don seront suivis par la construction d'une berme qui permettra de protéger le secteur contre les inondations, par la construction du parc Don River et par la construction de 600 nouvelles résidences sur le site McCord, dans le quartier nord-est de la nouvelle collectivité.

Mars 2006 — La SRSRT et la Toronto Community Housing Corporation (TCHC) ont signé un protocole d'entente pour la première phase du projet de logements à loyers abordables dans le secteur des West Don Lands. Vingt pour cent de l'ensemble des logements riverains seront des logements à loyers abordables. Le projet de la TCHC est situé sur le site McCord. Les travaux de construction commenceront à l'automne 2007.

EAST BAYFRONT

Décembre 2005 — Le Conseil municipal a donné son aval au plan général de East Bayfront. Ce plan, par ailleurs lauréat d'un prix, prévoit la construction d'une nouvelle collectivité riveraine dynamique, qui comprendra une nouvelle zone d'emploi d'importance, des destinations touristiques et un nouveau quartier résidentiel similaire à ceux qui ont fait la réputation de Toronto.

Février 2006 — La SRSRT et la Ville de Toronto ont signé un protocole d'entente qui définit les rôles et responsabilités de la SRSRT et de la Toronto Economic Development Corporation en ce qui a trait au développement des secteurs de East Bayfront et des Port Lands.

Février 2006 — La SRSRT et la TCC ont lancé l'évaluation environnementale pour la construction d'une nouvelle ligne de transport en commun sur Queens Quay East. Comme dans le cas des West Don Lands, toutes les résidences seront à cinq minutes de marche de la ligne de transport en commun. Les travaux de construction de cette nouvelle ligne commenceront en 2009.

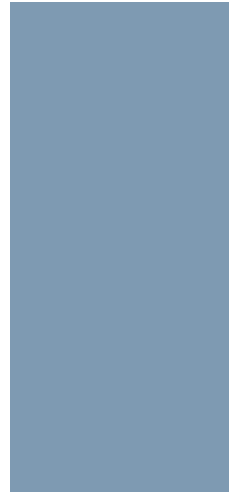
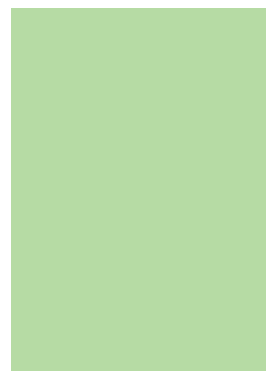
CONCOURS DE PROJETS NOVATEURS POUR LE SECTEUR RIVERAIN CENTRAL

Février 2006 — La SRSRT a lancé le Concours de projets novateurs pour le secteur riverain central en vue de la création d'une promenade riveraine continue, de la rue Bathurst à la rue Parliament, et de la transformation de Queens Quay en un boulevard riverain emblématique. Trente-huit équipes représentant 15 pays répartis sur quatre continents ont fait acte de candidature dans le cadre de ce concours. Le concours a par ailleurs suscité un vif intérêt auprès du public et des médias et a ravivé l'espoir d'une possible revitalisation du secteur riverain. Une équipe menée par West 8, en partenariat avec Du Toit Allsopp Hillier, a remporté le concours.

INSTALLATIONS DU COURS D'EAU WESTERN BEACHES

Octobre 2005 — Début des travaux de construction des installations du cours d'eau Western Beaches, pour un montant de 23 millions de dollars.

Les travaux ont été terminés en avril 2006. En août, les installations riveraines ont été utilisées pour les championnats du monde « Club Crew » de la fédération internationale des bateaux dragons (International Dragon Boat Federation). En plus des installations riveraines, la SRSRT a également terminé les travaux visant à apporter des améliorations majeures au parc Marilyn Bell.



AMÉLIORATIONS DU SENTIER MARTIN GOODMAN

Octobre 2005 — Début des travaux de construction visant à améliorer et à prolonger le sentier Martin Goodman à travers le parc Marilyn Bell et jusqu'à la Place de l'Ontario. Un nouveau sentier a été construit le long de la lisière nord du parc. À côté du lac, ce qui était autrefois une route a été transformé en un sentier interdit aux voitures. Les travaux d'amélioration du sentier entre le parc Marilyn Bell et la Place de l'Ontario seront terminés à l'automne 2006.

Avril 2005 – Mars 2006 — La SRSRT a supervisé l'installation des 21 panneaux du sentier Martin Goodman, à partir du parc Marie Curtis (Etobicoke) du côté ouest, jusqu'au pied de l'avenue Silver Birch, dans le secteur des Eastern Beaches.

PROMENADE JOHN QUAY

Décembre 2005 — Début des travaux de construction visant à améliorer la promenade riveraine John Quay. Les travaux ont été terminés en juillet 2006. Dans le cadre de ce projet, le bord de l'eau entourant le quai a été entièrement restructuré. Le paysage a ainsi été amélioré de manière notable, la promenade a été élargie et une promenade de bois de cinq mètres de large a été ajoutée le long du lac. Le projet vient en prolongement et complète la remise à neuf de la promenade York Quay, laquelle a été terminée à l'été 2005. Toutes deux sont compatibles avec le projet lauréat du Concours de projets novateurs pour le secteur riverain central.

PIED DE LA RUE YONGE

Septembre 2005 — La SRSRT a acquis une propriété au pied de la rue Yonge, ce qui a permis d'entamer un processus visant, une nouvelle fois, à ouvrir au public cette partie importante du secteur riverain. Cette année, la SRSRT a poursuivi les discussions qu'elle avait entamées avec les détenteurs de propriétés privées dans les environs relativement à l'élargissement de la partie du site accessible au public.

PARC DON RIVER

Février 2006 — Début des travaux entourant le projet du parc Don River du secteur des West Don Lands. Le parc de sept hectares deviendra la pierre angulaire du nouveau quartier ainsi qu'une destination prisée par toute la ville. Les travaux entourant le projet seront terminés à l'automne 2006. La construction du parc, qui reposera sur la berme de protection contre les inondations du secteur des West Don Lands, sera réalisée en coordination avec la construction de la berme, laquelle devrait commencer en 2007.

CONSEIL CONSULTATIF i-WATERFRONT

Novembre 2005 — La SRSRT a mis en place le conseil consultatif i-Waterfront afin de conseiller la société en ce qui a trait à la création d'une infrastructure de communications dotée d'une bande passante très large pour le secteur riverain revitalisé de Toronto. Parmi les membres du conseil figurent des représentants du gouvernement, d'établissements universitaires et de recherche, d'entreprises de télécommunications et des secteurs de la santé, de la finance, des arts et des loisirs. La SRSRT estime qu'une infrastructure à faible coût dotée d'une bande passante très large attirera des employeurs de premier plan axés sur le savoir et les incitera à s'installer dans le secteur riverain.

CONSULTATION DU PUBLIC

Tout au long de l'année 2005–2006, la SRSRT a continué à faire preuve de leadership dans le domaine de la consultation du public et de l'engagement communautaire. Tous les projets d'envergure comportaient une composante « consultation ». Celle-ci a entraîné la tenue de 31 réunions communautaires au cours de l'année. En 2006–2007, un objectif clé consistera à élaborer des stratégies permettant de communiquer avec des résidents issus de tous les quartiers de la ville, l'idée étant que le secteur riverain est une ressource qui appartient à toute la ville.



PARC DON RIVER



WEST DON LANDS



QUAY TO THE CITY



PARC MARILYN BELL



Concours de projets novateurs pour le secteur riverain central

EN FÉVRIER 2006, LA SRSRT A LANCÉ LE CONCOURS DE PROJETS NOVATEURS POUR LE SECTEUR RIVERAIN CENTRAL, LE BUT ÉTANT DE PERMETTRE AU PUBLIC D'ACCÉDER DE FAÇON CONTINUE AU SECTEUR RIVERAIN CENTRAL, DE LA RUE BATHURST, À L'OUEST, À LA RUE PARLIAMENT, À L'EST.

Le concours de projets a suscité énormément d'intérêt, d'enthousiasme et d'espoir vis-à-vis de la revitalisation du secteur riverain.

Trente-huit équipes issues de 15 pays ont répondu à l'appel d'offres. La SRSRT en a invité cinq à participer au concours :

- **Foster and Partners**, Londres, Royaume-Uni, et **Atelier Dreiseitl**, Überlingen, Allemagne (FOSTER AND PARTNERS)
- **Stan Allen Architects**, Princeton, et **Sarah Whiting and Ron Witte Architects**, Princeton (WASAW)
- **Tod Williams Billie Tsien Architects**, New York, et **Martínez Lapena-Torres Architects**, Barcelone (TWBT)
- **West 8**, Rotterdam, et **du Toit Allsopp Hillier**, Toronto (WEST 8+DTAH)
- **Snøhetta**, Norvège, **Sasaki Associates**, New York, **nARCHITECTS**, New York, **Weisz + Yoes Architecture**, New York, **H3**, New York, **Balmori Associates**, New York, et **Halcrow Yolles HPA**, New York (PORT)



FOSTER AND PARTNERS



WASAW



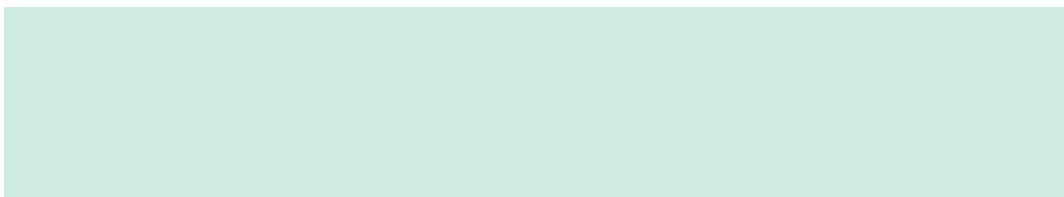
TWBT



PORT



WEST 8 + DTAH



PROJET LAURÉAT

Un jury présidé par l'architecte torontoise Brigitte Shim a retenu le projet de West 8 + DTAH. Le jury a estimé que le projet de West 8 + DTAH était celui qui répondait le mieux à l'objectif clé du concours, qui était de fournir un accès continu au public et de transformer Queens Quay en un boulevard riverain emblématique. Le jury a eu le sentiment que le projet lauréat était « audacieux, esthétique et réalisable ».

Le projet lauréat s'inscrit dans le cadre de deux grandes démarches – **la création d'une promenade continue accessible au public le long de l'eau sur toute la longueur du secteur riverain central et la transformation de Queens Quay en un boulevard emblématique où « la ville embrasse le lac ».**

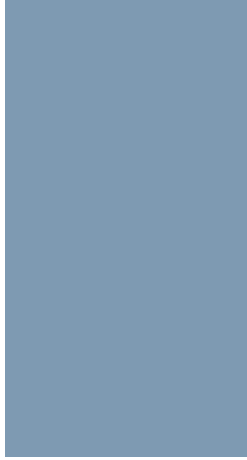
Le bord de l'eau est imaginé comme étant une promenade de 18 mètres de long comprenant une promenade de bois, des appontements flottants et un nouveau « pied vert » pour Toronto – une double rangée de grands arbres indigènes située juste au nord de la promenade du bord du lac. Une série de ponts s'élevant au-dessus de la promenade de bois et enjambant les extrémités des rampes de mise à l'eau fournissent au public un accès ininterrompu, directement le long du bord du lac.

Le projet de West 8 + DTAH transforme également Queens Quay, le talon d'Achille du secteur riverain, en l'un des principaux attraits de ce dernier. Le trafic routier est déplacé du côté nord de la voie ferroviaire empruntée par les tramways, ce qui libère du côté sud une bande de quatre mètres de largeur pour compléter le sentier Martin Goodman et permettre la création d'une nouvelle et agréable promenade pédestre. Cette nouvelle promenade permettra également de dégager les rampes de mise à l'eau pour en faire des espaces publics importants, dont l'échelle gracieuse égalera la promenade en elle-même.



PORT





Événement Quay to the City : Été 2006

En août 2006, la SRSRT a organisé Quay to the City, un événement d'une durée de 10 jours qui visait à donner aux visiteurs et aux résidents un avant-goût des atouts du projet lauréat de West 8 + DTAH.

Pendant l'événement Quay to the City, les files situées les plus à l'est de Queen's Quay ont été fermées et une pelouse d'un kilomètre de long a été posée sur le trottoir, entre les rues Spadina et York. L'autre file est devenue le prolongement du sentier Martin Goodman, avec la mise en place d'un jardin de fleurs d'un kilomètre de long constitué de 12 000 géraniums, un obstacle entre le sentier et la voie ferroviaire de la TCC.

Les travaux de réalisation du projet lauréat de West 8 + DTAH commenceront à l'automne 2006.



East Bayfront

Le début des travaux dans le secteur de East Bayfront constitue l'une des grandes priorités de la SRSRT pour l'année 2006–2007. Situé juste à côté du lac, East Bayfront deviendra une nouvelle destination majeure pour la ville, une zone d'emploi d'importance et un quartier animé polyvalent. Comme les West Don Lands, East Bayfront satisfera aux normes les plus exigeantes, aussi bien en matière de design qu'en matière de durabilité.

Après avoir obtenu l'aval du Conseil municipal en décembre 2005 relativement au plan général de East Bayfront, la SRSRT a commencé à travailler à l'élaboration d'un règlement de zonage et d'un plan d'activités et de mise en œuvre détaillé. Le Conseil municipal a approuvé ce plan en juillet 2006 et a fait passer le règlement de zonage en septembre.

La revitalisation du secteur de East Bayfront prendra 15 ans et nécessitera un financement public de 320 millions de dollars. Ce financement issu du secteur public au titre de l'infrastructure et des parcs entraînera l'investissement de 2,5 milliards de dollars de la part d'intérêts privés.

La création d'emplois hautement qualifiés et axés sur le savoir dans le secteur riverain est un élément fondamental de la vision de la SRSRT pour le secteur riverain. La stratégie de la SRSRT en matière d'emploi pour le secteur de East Bayfront prévoit la création de 8 000 emplois au cours des 15 années que dureront les travaux de construction. Soixante-quinze pour cent de ces emplois, soit 6 000 emplois, seront créés dans le secteur des technologies de l'information et des communications et notamment dans le secteur des médias numériques et des logiciels de services financiers.



En plus d'être une importante zone d'emploi, le secteur de East Bayfront devra également être une destination pour les résidents et les visiteurs. La SRSRT a adopté une stratégie visant à installer des établissements culturels, des centres de loisirs et des commerces au rez-de-chaussée des bâtiments situés dans les artères principales et le long du bord de l'eau, afin de générer une masse de visiteurs critique pour faire du secteur de East Bayfront une attraction régionale d'importance.

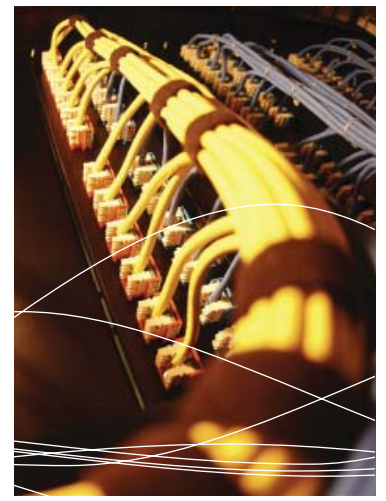
La première phase des travaux de la SRSRT dans le secteur de East Bayfront comprend la zone située au sud de Queens Quay, entre l'extrémité de la rue Jarvis et le nouveau parc Sherbourne. Les travaux d'aménagement du terrain privé situé du côté nord de Queens Quay commenceront probablement très prochainement. Les travaux réalisés sur des terrains privés doivent satisfaire aux mêmes normes en matière de design, de durabilité et de logement abordable que celles auxquelles les travaux effectués sur des terrains publics doivent se conformer.

La réalisation de la première phase des travaux dans le secteur de East Bayfront prendra environ sept ans et comprendra :

- le parc Sherbourne, ainsi qu'une promenade le long de l'eau;
- la ligne de transport en commun sur Queens Quay East;
- 1 300 logements, dont 260 logements à loyers abordables;
- 2 300 emplois dans 37 000 m² de locaux prévus à cet effet;
- 14 000 m² de locaux situés au rez-de-chaussée et consacrés à des établissements culturels, des commerces, des services et des centres de loisirs.

À l'automne 2006, la SRSRT lancera le processus de design du parc Sherbourne. Elle commencera par ailleurs à travailler à la relocalisation des entreprises existantes et à la détermination des exigences en termes de services et d'infrastructure pour la première phase des travaux. La SRSRT prévoit d'entamer la procédure de sélection d'un partenaire pour la réalisation de la première phase des travaux au printemps 2007.





Collectivités ingénieuses

Le développement économique constitue un élément essentiel de la vision de la SRSRT pour ce qui est de la revitalisation du secteur riverain. La principale stratégie adoptée par la société pour remplir son mandat en matière de développement économique consiste à attirer des entreprises et des institutions créatives et axées sur le savoir.

Pour ce faire, le secteur riverain de Toronto doit offrir aux entreprises et aux institutions désireuses de s'y installer des avantages uniques. La SRSRT estime que c'est la création d'une infrastructure de communications ingénieuse dotée d'une bande passante très large et à faible coût, ce que la SRSRT a appelé **i-Waterfront*Net**, qui permettra au secteur riverain et à Toronto de se distinguer et d'attirer les emplois hautement qualifiés du 21^e siècle.

Une collectivité « ingénieuse » acquiert un avantage compétitif initial lorsqu'elle met en place une infrastructure de communications dotée d'une large bande passante plus avancée que celle de ses voisins. Grâce à cette infrastructure, les membres de la collectivité collaborent plus efficacement et mettent au point des applications avancées dans le domaine des affaires, de l'éducation, des soins de santé, de la recherche, de la culture, des loisirs et des services communautaires.

Le Conseil consultatif i-Waterfront de la SRSRT, constitué de hauts représentants du gouvernement, d'établissements universitaires et de recherche, d'entreprises de télécommunications et des secteurs de la santé, de la finance, des arts et des loisirs, conseille la société sur la façon de mettre en œuvre le réseau.

L'infrastructure des secteurs de East Bayfront et des West Don Lands est en cours de conception, le but étant de pouvoir installer les principales gaines de câbles et fibres optiques requises pour **i-Waterfront*Net**. Au cours des prochains mois, la SRSRT entamera des discussions avec des entreprises souhaitant participer à l'élaboration du réseau et d'un plan d'activités détaillé, lequel comprendra des options en matière de financement qui seront préparées en vue d'obtenir l'aval du conseil d'administration de la SRSRT. La mise en place initiale du réseau coïncidera avec l'installation de l'infrastructure dans les secteurs des West Don Lands et de East Bayfront.



Conseil consultatif i-Waterfront

Les membres du Conseil consultatif i-Waterfront sont de hauts représentants des communautés d'intervenants. Ensemble, ils conseilleront la SRSRT et l'aideront à bâtir une collectivité ingénieuse de réputation mondiale.

ÉDUCATION

Robert Gordon, président, Collège Humber

Ann Buller, présidente, Collège Centennial

Veronica Lacy, présidente-directrice générale, Alliance-Éducation

Janet Murphy, directrice, Advanced Broadband Learning Initiative, Université York

Ann Kerr, directrice d'école, Ursula Franklin Academy

MÉDIAS ET LOISIRS

Ana Serrano, directrice, Habitat New Media Lab, Centre canadien du film

Danielle Parr, directrice générale, Entertainment Software Association of Canada

Kathleen Webb, directrice, New Media Business Alliance

ARTS ET CULTURE

Catherine Henderson, ancienne présidente, École des beaux-arts de l'Ontario et ancienne présidente, Collège Centennial

Tim Jones, président, Artscape

Brian Porter, directeur, médias interactifs, Musée royal de l'Ontario

SOINS DE SANTÉ

Alex Jadad, directeur, Centre for Global eHealth Innovation, chaire de recherche du Canada en innovation en matière de cybersanté, University Health Network et Université de Toronto

RECHERCHE

Stan Shapson, vice-président, Recherche et innovation, Université York

Phil Baker, président-directeur général, Ontario's Research and Education Network

Gale Moore, directrice, Knowledge Management Design Institute, Université de Toronto

Paul Hearty, Rogers Communications Centre, Université Ryerson

Ross McGregor, président-directeur général, Toronto Regional Research Alliance

ENTREPRISES D'INFORMATION, DE COMMUNICATIONS ET DE TECHNOLOGIE

William Bangert, vice-président principal, Bell Canada

Doug McCuaig, vice-président principal et directeur général, Ontario et Canada atlantique, CGI

Walter Stewart, ancien président, SGI Grid Computing, ancien président, CANARIE Inc.

Bob Courteau, président, SAP Canada

Ibrahim Gedeon, directeur de la technologie, Telus

Bob Milne, vice-président Amériques, Cisco

Barry Burke, vice-président du secteur public de l'Ontario, Cisco Alternate

Ian Oliver, vice-président, Télécommunications, IBI

Rosemary Walker, vice-présidente, secteur des télécommunications, IBM

Peter Carbone, directeur de la technologie (par intérim), Nortel

David Dobbin, président, Toronto Hydro Telecom Inc.

Allan Steel, directeur général pour le Canada, Autodesk

SERVICES SOCIAUX ET GOUVERNEMENTAUX

Peter Myall, Ville de Toronto, Développement économique

GROUPE DE LIAISON DE LA VILLE DE TORONTO

John Davies, directeur général, Division de la technologie de l'information

Cel Gianotta, directeur, Services de technologie de l'information, Services policiers de Toronto

John Cannon, directeur général de l'information, Toronto Transit Commission

PROMOTION DU COMMERCE INTERNATIONAL

John Jung, vice-président, Greater Toronto Marketing Alliance et président à l'échelle mondiale, Intelligent Community Forum

INDUSTRIES DES SERVICES FINANCIERS

Renah Persofsky, ancienne présidente-directrice générale, Dexit Inc. et CEBRA

Steve Tennyson, vice-président principal et officier principal de l'information d'entreprise, Groupe financier Banque TD

AFFICHAGE EXTÉRIEUR

Luc Beaulieu, vice-président, Développement, Astral Media Outdoor, L.P.

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Mike Lee, membre du conseil d'administration, Continental Automated Building Association (CABA), vice-président et directeur de la stratégie, Rogers Communications Inc.

Gestion – Discussion et analyse

RÉSULTATS

En 2005–2006, la SRSRT a connu des réussites et a eu à relever des défis similaires aux expériences des années précédentes. Si la société a continué à réaliser des progrès importants en matière de mise en œuvre, comme cela a été expliqué dans la section « Réalisations 2005-2006 » de ce rapport, l'objectif de 162 millions de dollars de dépenses n'a pas été atteint. Cela est principalement dû au fait que l'obtention des fonds et les procédures réglementaires d'approbation associées aux activités de la société ont connu des retards. La SRSRT continue de travailler avec ses trois partenaires gouvernementaux afin d'améliorer la capacité de la société d'obtenir des fonds dans les temps et de rationaliser les procédures réglementaires d'approbation, le cas échéant.

Le plan d'activités de la SRSRT pour l'année 2006–2007 reflète le fait que la société évolue vers la réalisation des projets dans l'attente des travaux de construction le long du secteur riverain. Les priorités majeures de la SRSRT sont les travaux d'aménagement des secteurs des West Don Lands et de East Bayfront ainsi que la réalisation du nouveau projet, par le secteur riverain central, du bord de l'eau et de Queens Quay. Cette année, la SRSRT a déjà lancé les travaux de construction d'un second quai à la station de métro Union et ceux d'un nouveau parc riverain Mimico. Elle a par ailleurs terminé les travaux de construction de la promenade John Quay, ceux des installations du cours d'eau Western Beaches, les travaux d'amélioration du sentier Martin Goodman et du parc Marilyn Bell ainsi que la première phase du nouveau secteur riverain de Port Union.

RISQUES ET RESSOURCES CRITIQUES

Il existe un certain nombre de risques et de ressources critiques qui pourraient avoir un impact sur le succès de la mise en œuvre du plan d'activités 2006–2007 de la société et sur sa vision sur 30 ans.

La société continue de travailler avec ses partenaires gouvernementaux afin d'obtenir les fonds requis pour terminer dans les délais impartis les projets qu'elle a planifiés. À ce jour, 539 millions de dollars ont été obtenus dans le cadre du financement de projets par le biais d'ententes de contribution, le versement d'une somme supplémentaire de 124 millions de dollars étant attendu d'ici au 31 mars 2007. La prochaine phase de la mise en œuvre nécessite d'investir des sommes importantes dans la construction de l'infrastructure principale et de forger des partenariats avec le secteur privé, ce qui rend le versement des fonds avant la mise en œuvre des travaux encore plus crucial.

La SRSRT continue également à collaborer avec ses partenaires gouvernementaux afin de résoudre d'importantes questions d'ordre intergouvernemental et de gouvernance. Avec la perspective du passage à la réalisation, des questions relatives à la responsabilité environnementale, à l'exposition aux risques et à l'indemnisation se sont posées pour les partenaires gouvernementaux de la société. La SRSRT et les gouvernements se sont entendus sur le caractère prioritaire du règlement de ces questions.

La SRSRT et les différents paliers de gouvernement discutent également de l'octroi à la SRSRT des pouvoirs dont la société a besoin pour mener efficacement les travaux d'aménagement. Cela suppose que les trois paliers de gouvernements concluent une entente permettant à la SRSRT de créer des filiales, de lever et d'engager des fonds autres que ceux obtenus par le biais des contributions gouvernementales et d'emprunter des sommes afin de financer ses activités, ce qui lui permettra de réaliser la vision sur 30 ans. Un examen indépendant de la gouvernance de la société mené en septembre 2004 a aussi recommandé que la SRSRT devienne une société pleinement habilitée et qu'elle soit dotée des ressources et des outils appropriés.

La société travaille par ailleurs en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada sur le réexamen, par le gouvernement fédéral, des cinq premières années d'activités de la société. L'objectif de cet examen est de décider s'il convient ou non de renouveler le financement octroyé par le gouvernement du Canada après la date de fin actuelle, soit le 31 mars 2008. La décision de modifier le profil et d'augmenter le montant du financement fédéral sera prise en 2007. La SRSRT est certaine que le gouvernement fédéral renouvellera le soutien qu'il lui a accordé pour mener à bien la revitalisation du secteur riverain.

RESPONSABILITÉ

La SRSRT renouvelle l'engagement qu'elle a pris d'agir de manière particulièrement responsable. En plus de ses états financiers annuels vérifiés et de ses plans d'activités annuels, la société a amélioré encore davantage la structure du comité du conseil d'administration. Cela comprend : la création d'un Comité des finances et de la gestion des risques; l'amélioration des procédures de la société en matière de gestion des risques, avec la perspective de mettre en place une procédure de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise en 2006–2007; la réalisation de vérifications internes des processus d'approvisionnement et des politiques et modalités en place en matière de salaires et de ressources humaines; et la réalisation d'une vérification externe de l'optimisation des ressources et d'un examen organisationnel, lesquels devraient être terminés à l'automne 2006. La SRSRT espère que la vérification de l'optimisation des ressources et l'examen organisationnel permettront d'améliorer encore davantage les pratiques de la société en matière de responsabilité et de gouvernance.

Rapport des vérificateurs

Au conseil d'administration de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto

Nous avons vérifié le bilan de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto au 31 mars 2006 et les états des activités financières, de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche LLP

Comptables agréés
Toronto (Ontario)
Le 21 avril 2006 (sauf la note 13,
qui est datée du 5 mai 2006)



Table des matières

BILAN	19
ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET DE L'ACTIF NET	20
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	21
NOTES COMPLÉMENTAIRES	22-33
ANNEXE A – TABLEAU DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES PAR PROJET (NON VÉRIFIÉ)	34-35



Bilan

Au 31 mars 2006

	2006	2005
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 488 245 \$	23 670 094 \$
Apports à recevoir (note 3)	3 801 427	–
TPS à recevoir	232 044	321 587
Intérêts courus	98 193	46 526
Charges payées d'avance et autres	42 664	6 602
	33 662 573	24 044 809
Immobilisations (note 4)	13 279 995	342 049
Actif au titre des prestations constituées (note 12)	–	19 910
Autres actifs (note 5)	122 672	–
	47 065 240 \$	24 406 768 \$
Passif et actif net		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	15 251 286 \$	9 136 155 \$
Autres passifs (note 7)	439 435	–
Passif au titre des prestations constituées (note 12)	11 264	–
Apports reportés (note 8)	18 812 268	15 270 613
	34 514 253	24 406 768
Actif net	12 550 987	–
	47 065 240 \$	24 406 768 \$

Engagements (Note 13)

APPROUVÉ AU NOM DU CONSEIL



Vivien Dzau
Administratrice



Mark J. Wilson
Administrateur

État des activités financières et de l'actif net

Exercice terminé le 31 mars 2006

	2006	2005
Produits		
Appports gouvernementaux		
Gouvernement du Canada	35 375 466 \$	12 831 719 \$
Province d'Ontario	12 462 283	7 601 977
Cité de Toronto	14 471 591	9 837 748
	62 309 340	30 271 444
Moins les appports pour acquisition de terrains	(12 550 987)	–
Moins l'augmentation des appports reportés affectés à des charges d'exercices futurs	(3 541 655)	(9 483 696)
Appports gouvernementaux nets (note 9)	46 216 698	20 787 748
Participations et autres	591 079	322 071
	46 807 777	21 109 819
Charges		
Frais des bénéficiaires admissibles (note 10) :		
Frais de construction / de mise en œuvre	25 520 168	8 534 731
Frais d'acquisition d'immobilisations	2 778 324	646 761
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement des terrains	2 202 249	1 424 406
Frais de gestion de projet et autres frais internes	1 710 634	405 943
Autres	450 000	–
	32 661 375	11 011 841
Frais de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto :		
Frais de gestion du programme	3 079 214	2 015 642
Salaires, avantages sociaux et jetons de présence	2 998 910	2 552 450
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement des terrains	2 067 204	2 172 885
Frais juridiques	1 838 262	792 635
Frais de construction / de mise en œuvre	997 981	27 325
Frais financiers et de vérification et autres honoraires professionnels	963 498	609 233
Frais d'occupation, de technologies de l'information et de bureau	805 948	588 305
Frais de communications et de consultation publique	604 340	340 008
Amortissement	222 232	161 943
	13 577 589	9 260 426
TPS non recouvrable	568 813	(162 083)
	46 807 777	20 110 184
Excédent des produits sur les charges	–	999 635
Actif net au début	–	(999 635)
Plus : appports gouvernementaux pour acquisition de terrains	12 550 987	–
Actif net à la fin	12 550 987 \$	

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2006

	2006	2005
Rentrées (sorties) nettes liées aux activités suivantes		
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges	– \$	999 635 \$
Amortissement sans effet sur la trésorerie	222 232	161 943
	222 232	1 161 578
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Augmentation de la TPS à recevoir, des intérêts courus, des charges payées d'avance et des autres actifs	(120 858)	(370 450)
(Augmentation) diminution des apports à recevoir	(3 801 427)	2 057 191
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	6 115 131	(1 316 008)
Augmentation des autres passifs	439 435	–
Augmentation des apports reportés	3 541 655	9 483 697
	6 396 168	11 016 008
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(13 160 178)	(39 238)
Augmentation de l'actif / du passif au titre des prestations constituées	31 174	(19 910)
	(13 129 004)	(59 148)
Activités de financement		
Apports gouvernementaux sur les immobilisations non amorties	12 550 987	–
Rentrées nettes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	5 818 151	10 956 860
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	23 670 094	12 713 234
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	29 488 245 \$	23 670 094 \$

Notes complémentaires

31 mars 2006

1. DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

La Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto a d'abord été constituée le 1er novembre 2001 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de l'Ontario, la province d'Ontario étant alors son unique actionnaire. Le mandat de la Société est d'élaborer et de mettre en œuvre un programme à long terme visant à améliorer l'aspect environnemental et à revitaliser l'économie du secteur riverain de Toronto. Le tableau qui suit décrit les conventions d'apport existantes aux termes desquelles Sa Majesté la Reine du chef du Canada (le « gouvernement du Canada »), Sa Majesté la Reine du chef de la province d'Ontario (la « province d'Ontario ») et la Cité de Toronto (collectivement, les « gouvernements ») ont convenu d'accorder à la Société les fonds nécessaires au paiement des coûts admissibles relativement aux activités de projets.

Convention d'apport	Cité de Toronto	Province d'Ontario	Gouvernement du Canada	Total	Date d'échéance
1. Projets prioritaires					
Plan d'aménagement et stratégie d'affaires	1 000 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$	3 000 000 \$	31 mars 2008
Prolongement de la rue Front	56 666 667	56 666 667	56 666 667	170 000 000	31 mars 2008
Deuxième plateforme de la station Union	19 333 333	19 333 333	19 333 333	58 000 000	31 mars 2008
Évaluations environnementales de la rivière Lower Don	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	31 mars 2008
Préparation de Portlands	20 233 333	20 233 333	20 233 333	60 700 000	31 mars 2008
Total des projets prioritaires	98 233 333 \$	98 233 333 \$	98 233 333 \$	294 700 000 \$	
2. Projets principaux					
Rive du Harbourfront Centre	6 200 000 \$	6 200 000 \$	6 200 000 \$	18 600 000 \$	30 sept. 2006
Parc Mimico	2 166 667	2 166 667	2 166 667	6 500 000	31 mars 2008
Secteur riverain de Port Union	5 333 333	5 333 333	5 333 333	16 000 000	31 mars 2008
Aménagement des environs	2 352 333	2 352 333	2 352 333	7 057 000	31 mars 2007
Total des projets principaux	16 052 333 \$	16 052 333 \$	16 052 333 \$	48 157 000 \$	
3. Terrains du parc Commissioners	3 333 333 \$	3 333 333 \$	3 333 333 \$	10 000 000 \$	31 mars 2006
4. Installations du cours d'eau Western Beaches	–	–	200 000	200 000	30 sept. 2004
5. Installations du cours d'eau Western Beaches	4 000 000	4 000 000	19 000 000	27 000 000	30 nov. 2006
6. Shakespeare Works	–	–	1 475 576	1 475 576	30 sept. 2006
7. Parc Tommy Thompson	–	–	8 000 000	8 000 000	31 mars 2008
8. Plan du parc du lac Ontario	–	–	1 000 000	1 000 000	31 mars 2007
9. Embellissement permanent de Port Lands	2 580 000	2 580 000	10 000 000	15 160 000	31 mars 2008
10. West Don Lands – Phase 1	54 410 000	24 290 000	–	78 700 000	31 mars 2010
11. University for Peace	–	–	2 938 267	2 938 267	1 ^{er} déc. 2006
12. Acquisition de terrains stratégiques	–	–	13 237 906	13 237 906	31 mars 2008
13. Terrains sportifs provisoires de Port Lands	–	–	5 000 000	5 000 000	30 sept. 2006
14. Parc Don River – Phase 1	–	–	1 485 000	1 485 000	31 mars 2008
15. Complexe sportif régional de PL – Phase 1	–	–	200 000	200 000	30 juin 2006
	178 609 000 \$	148 489 000 \$	180 155 749 \$	507 253 749 \$	

Notes complémentaires

31 mars 2006

1. DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ (SUITE)

En vertu de la *Loi de 2002 sur la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto* (la « Loi »), la Société a été prorogée à titre de personne morale sans capital-actions le 15 mai 2003. La Société est réputée ne pas être un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

En vertu de la loi, les objets de la Société sont les suivants :

- (a) Mettre en œuvre un programme qui accroît la valeur économique, sociale et culturelle des biens-fonds situés dans le secteur riverain désigné et qui crée un secteur riverain accessible et dynamique pour le logement, le travail et les loisirs, et ce, d'une façon respectueuse de l'environnement et financièrement saine.
- (b) Faire en sorte que l'aménagement continu du secteur riverain désigné se poursuive de manière autosuffisante sur le plan financier.
- (c) Promouvoir et encourager la participation du secteur privé à l'aménagement du secteur riverain désigné.
- (d) Encourager le public à formuler des observations au sujet de l'aménagement du secteur riverain désigné.
- (e) Se livrer aux autres activités que prescrivent les règlements.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(a) *Mode de présentation*

Ces états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes sans but lucratif.

(b) *Constatation des produits*

La Société utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports gouvernementaux. En vertu de cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

(c) *Apports à recevoir et apports reportés*

Les engagements gouvernementaux relatifs aux apports annuels en vertu des conventions d'apport signées que la Société n'a pas encore reçus sont comptabilisés à titre d'apports à recevoir lorsque le montant peut être déterminé et que la réception finale est probable.

En vertu de la convention d'apport, les apports gouvernementaux peuvent être affectés uniquement au remboursement des frais admissibles relativement aux activités de projets, conformément aux définitions énoncées dans les conventions. Par conséquent, tous les fonds non dépensés sont comptabilisés à titre d'apports reportés.

Les apports gouvernementaux affectés à l'achat d'immobilisations amorties sont reportés et amortis dans les produits à un taux correspondant au taux d'amortissement des immobilisations connexes. Les apports affectés à l'achat d'immobilisations non amorties sont constatés à titre d'apport direct dans l'actif net.

(d) *Constatation des dépenses engagées par les bénéficiaires admissibles*

La Société a signé des ententes avec les bénéficiaires admissibles chargés de la gestion des divers projets du secteur riverain de Toronto. Les dépenses relatives à ces projets sont comptabilisées dans les états financiers de la Société selon la méthode de la comptabilité d'exercice en fonction des demandes de financement présentées par les bénéficiaires admissibles, conformément aux plans de travaux approuvés.

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(e) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance initiale est de moins de 90 jours.

(f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. À l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Mobilier et agencements	Cinq ans
Matériel	Cinq ans
Matériel informatique et logiciels	Trois ans
Améliorations locatives	Cinq ans

Les améliorations qui permettent de prolonger la durée de vie estimative d'un actif sont capitalisées. Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges. Les coûts en capital que la Société a engagés sur les actifs à l'égard desquels elle ne possède pas de titres de propriété sont passés en charges.

(g) Impôts sur les bénéfices

La Société bénéficie d'une exonération d'impôt conformément à l'alinéa 149(1)(d.3) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

(h) Avantages sociaux futurs

La Société comptabilise ses obligations en vertu des régimes d'avantages sociaux des employés et les coûts y afférents, déduction faite des actifs des régimes. La Société a adopté les conventions suivantes :

- Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements du régime, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des employés.
- Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs du régime, ces actifs sont évalués à la juste valeur.
- Des gains ou des pertes actuariels découlent de l'écart entre le taux de rendement réel à long terme des actifs du régime sur l'exercice ou résultent des modifications apportées aux hypothèses actuarielles qui servent à calculer l'obligation au titre des prestations constituées. L'excédent du gain actuariel net (de la perte actuarielle nette) sur 10 % du montant le plus élevé entre l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs du régime est amorti sur la durée de service résiduelle moyenne des employés actifs. La durée de service résiduelle moyenne des employés actifs qui devraient normalement toucher des prestations en vertu du régime est de sept ans.

(i) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les produits et les charges présentés au cours de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

3. APPORTS À RECEVOIR

	2006	2005
Gouvernement du Canada	3 801 427 \$	– \$

Les apports à recevoir du gouvernement du Canada ont trait au financement à recevoir au 31 mars 2006 pour le cours d'eau Western Beaches (2 899 000 \$) et Shakespeare Works (902 427 \$).

4. IMMOBILISATIONS

	2006			2005
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrain	12 990 422 \$	– \$	12 990 422 \$	– \$
Améliorations locatives	157 500	124 883	32 617	82 987
Mobilier et agencements	352 675	256 229	96 446	166 510
Matériel informatique et logiciels	329 461	186 124	143 337	75 058
Matériel	38 301	21 128	17 173	17 494
	13 868 359 \$	588 364 \$	13 279 995 \$	342 049 \$

5. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs, qui totalisent 137 142 \$ (néant \$ au 31 mars 2005), représentent la tranche de l'assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement que la Société a payée d'avance. La protection de la Société est d'une durée de dix ans et prend fin le 22 septembre 2015. Le coût total est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les autres actifs se présentent comme suit :

	2006	2005
Total des autres actifs	137 142 \$	– \$
Moins la tranche à court terme	14 470	
Tranche à long terme	122 672 \$	– \$

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

6. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2006	2005
Créditeurs :		
Bénéficiaires admissibles	1 794 580 \$	349 343 \$
Autres	614 895	387 996
Charges à payer :		
Bénéficiaires admissibles	10 004 517	6 376 776
Autres	1 131 601	2 022 040
Retenues de garantie à payer	1 705 693	–
	15 251 286 \$	9 136 155 \$

Les charges à payer à des bénéficiaires admissibles comprennent un montant de 4 408 914 \$ (4 695 873 \$ au 31 mars 2005) pour l'achèvement de l'acquisition d'une propriété afférente au prolongement de la rue Front. Aux termes de la convention d'apport, la Société n'est pas autorisée à verser de paiement au bénéficiaire admissible, soit la Cité de Toronto, tant que le processus d'approbation de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale ne sera pas terminé.

7. AUTRES PASSIFS

Dans le cadre de la convention d'achat-vente (la « convention ») datée du 31 août 2005 pour la propriété située au 7 Queens Quay East, la Société a signé un bail foncier afin de louer la propriété au vendeur (locataire) pour une période de 17 mois, qui prend fin le 21 février 2007. Aux termes du bail, pour un loyer de base de 1 \$ versé à la Société, le vendeur (locataire) a le droit de toucher tous les produits nets tirés de la propriété et doit assumer tous les frais d'exploitation tels que les services publics et les impôts fonciers. La Société peut mettre fin au bail foncier 45 jours après en avoir avisé le vendeur. Si la Société met fin au bail de façon anticipée, elle sera responsable des pertes de produits nets du vendeur (locataire).

Le total des produits nets se chiffrant à 696 000 \$ que la Société a cédés ont été inclus dans le coût du terrain dans les immobilisations et ont également été constatés à titre de passif dans les autres passifs. Le passif représente les produits nets tirés du terrain avant son aménagement et est amorti en diminution du coût du terrain sur la durée du bail foncier.

Au 31 mars 2006, les autres passifs comprennent le solde non amorti des produits locatifs nets que la Société a cédés.

	2006	2005
Autres passifs, solde d'ouverture	– \$	– \$
Produits nets cédés au moment de l'acquisition du terrain	696 000	–
Amortissement du coût du terrain	(256 565)	–
Autres passifs, solde de clôture	439 435 \$	– \$

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent les apports gouvernementaux qui n'ont pas été affectés aux coûts admissibles au 31 mars 2006, ainsi que les apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations.

	2006	2005
Charges d'exercices futurs		
Solde au début	14 928 564 \$	5 322 162 \$
Apports additionnels reçus	49 149 162	30 232 207
Moins les montants constatés à titre de produits	(45 994 466)	(20 625 805)
Solde à la fin	18 083 260	14 928 564
Apports en capital		
Solde au début	342 049	464 754
Apports additionnels reçus	13 160 178	39 238
Moins les apports directs à l'actif net	(12 550 987)	–
Moins le montant amorti dans les produits	(222 232)	(161 943)
Solde à la fin	729 008	342 049
	18 812 268 \$	15 270 613 \$

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

9. APPORTS GOUVERNEMENTAUX

Les apports gouvernementaux sont fondés sur chaque ordre de gouvernement qui partage une partie des coûts admissibles, déduction faite des autres sources de revenu, conformément aux conventions d'apport.

	2006	2005	Du début au 31 mars 2006
Apports gouvernementaux			
Gouvernement du Canada	35 375 466 \$	12 831 719 \$	62 141 741 \$
Province d'Ontario	12 462 283	7 601 977	39 028 561
Cité de Toronto	14 471 591	9 837 748	41 000 339
	62 309 340	30 271 444	142 170 641
Ajouter les apports reportés d'ouverture			
Gouvernement du Canada	4 634 859	–	–
Province d'Ontario	5 285 081	4 030 108	–
Cité de Toronto	5 350 673	1 756 808	–
	15 270 613	5 786 916	–
Moins les apports pour l'acquisition de terrains			
Gouvernement du Canada	(12 550 987)	–	(12 550 987)
Moins les apports reportés à la clôture			
Gouvernement du Canada	(4 709 799)	(4 634 859)	(4 709 799)
Province d'Ontario	(5 546 784)	(5 285 081)	(5 546 784)
Cité de Toronto	(8 555 685)	(5 350 673)	(8 555 685)
	(18 812 268)	(15 270 613)	(18 812 268)
Apports gouvernementaux constatés à titre de produits			
Gouvernement du Canada	22 749 539	8 196 861	44 880 955
Province d'Ontario	12 200 580	6 347 004	33 481 777
Cité de Toronto	11 266 579	6 243 883	32 444 654
	46 216 698 \$	20 787 748 \$	110 807 386 \$

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

10. FRAIS DES BÉNÉFICIAIRES ADMISSIBLES

La Société a signé des ententes avec les bénéficiaires admissibles qui sont responsables de la gestion des divers projets du secteur riverain de Toronto. Aux termes de ces ententes, la Société ne peut devenir propriétaire du projet ni assurer la continuité de la responsabilité opérationnelle après son achèvement.

La Société a versé ou a accumulé les coûts admissibles conformément aux ententes avec les bénéficiaires admissibles, comme suit. Ces coûts (recouvrements), exception faite des frais de la Société pour ces projets, se présentent comme suit :

	2006	2005
Cité de Toronto		
Prolongement de la rue Front	(286 959) \$	– \$
Toronto Transit Commission		
Deuxième plateforme de la station Union	350 250	371 871
Évaluation environnementale	38 000	–
Office de la protection de la nature de Toronto et de la région		
Évaluation environnementale de la rivière Lower Don	447 243	545 264
Parc Mimico	2 594 481	619 669
Parc de la rive de Port Union	2 656 129	2 247 284
Installations du cours d'eau Western Beaches	18 181 076	50 000
Parc Tommy Thompson	383 013	–
West Don Lands – Phase 1	1 530 090	–
Société immobilière du Canada		
Améliorations de la plage Cherry	(5 000)	295 018
Cadre de travail pour les mesures correctives à l'égard des sols	–	–
Toronto Economic Development Corporation		
Aménagement et nettoyage de Port Lands	–	153 022
Embellissement permanent de Port Lands	369 272	–
Harbourfront Corporation		
Rive du Harbourfront Centre	5 026 739	6 379 538
Shakespeare Works	896 709	350 175
University for Peace	480 332	–
	32 661 375 \$	11 011 841 \$

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

11. RÉMUNÉRATION

La rémunération annuelle des membres du conseil d'administration et de la haute direction de la Société se présente comme suit :

	Salaire / jetons de présence	Primes	Avantages sociaux futurs et autres
Président	150 000 \$	–	–
Président et chef de la direction	300 000 \$	Jusqu'à 75 000 \$	85 000 \$
Directeur des services financiers	238 700 \$	Jusqu'à 47 740 \$	–
Administrateurs	5 000 \$	–	500 \$ par réunion

De plus, le président, le président et chef de la direction ainsi que le directeur des services financiers ont le droit de participer au programme d'avantages sociaux de la Société.

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La Société offre un régime de retraite agréé connu sous l'appellation « The Pension Plan for Presidents of TWRC » (régime de retraite à l'intention des présidents de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto) (le « régime »). Le régime est un régime de retraite à prestations déterminées qui a été transféré de l'ancien employeur du président à la Société, conformément au contrat de travail du président. Le régime a été enregistré au nom de la Société le 21 avril 2003, sans actif ni passif, jusqu'au 1er janvier 2005, date à laquelle l'ancien employeur du président les a transférés à la Société. Le régime offre des prestations de retraite en fonction des années de service et du salaire moyen en fin de carrière.

La Société évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs du régime pour les besoins de la comptabilité au 31 mars de chaque exercice. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée en date du 31 mars 2006. La dernière évaluation effectuée aux fins de la capitalisation a été effectuée en date du 21 avril 2003.

Le rapprochement de la situation de capitalisation du régime et du montant comptabilisé dans les états financiers se présente comme suit :

	2006	2005
Obligation au titre des prestations constituées	1 136 188 \$	850 706 \$
Juste valeur des actifs du régime	924 173	898 430
Situation de capitalisation – (déficit) excédent du régime	(212 015)	47 724
Perte (gain) actuariel(le) net(te) non amorti(e)	200 751	(27 814)
Actif (passif) au titre des prestations constituées	(11 264) \$	19 910 \$

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Les renseignements relatifs à l'obligation au titre des prestations constituées se présentent comme suit :

	2006	2005
Obligation au titre des prestations constituées, au début	850 706 \$	– \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	31 886	24 563
Transfert des coûts des services passés	–	826 143
Intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations constituées	39 717	46 789
Perte (gain) actuariel(le) net(te) non amorti(e)	213 879	(46 789)
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin	1 136 188 \$	850 706 \$

La charge nette liée au régime pour l'exercice est déterminée comme suit :

	2006	2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	31 886 \$	24 563 \$
Intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations constituées	39 717	46 789
Rendement prévu des actifs du régime	(40 429)	(24 553)
Charge liée au régime	31 174 \$	46 799 \$

Les hypothèses actuarielles importantes adoptées pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2006	2005
Taux d'actualisation	4,50 %	5,50 %
Taux de rendement à long terme prévus des actifs du régime	4,50 %	5,50 %
Taux de croissance de la rémunération	2,50 %	2,50 %

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

13. ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée à effectuer des paiements en vertu de contrats de location-exploitation pour du matériel et des locaux à bureaux jusqu'à la fin de 2012 pour un montant totalisant 1 300 620 \$. Les paiements annuels des cinq prochains exercices et par la suite se présentent comme suit :

2007	366 941	\$
2008	219 474	
2009	198 781	
2010	219 891	
2011	235 723	
Par la suite	59 810	
	<hr/>	
	1 300 620	\$

De plus, la Société a d'autres engagements totalisant 48 334 000 \$ qui comprennent des contrats signés directement par la Société ou des ententes de prestations avec les bénéficiaires admissibles responsables de la gestion de divers projets du secteur riverain de Toronto.

Le 17 février 2006, la Société a signé une entente principale avec un tiers relativement à une opération touchant un terrain stratégique. Aux termes de l'entente, la Société doit verser un dépôt de 23 161 180 \$. Ce dépôt, qui sera garanti par le tiers au moyen d'une lettre de crédit, est entièrement remboursable à la Société, sous réserve de certaines conditions. Le paiement de ce dépôt est conditionnel à la réception par la Société de l'approbation et du financement du gouvernement fédéral d'ici le 5 mai 2006. Étant donné que ces derniers n'ont pas été reçus au 5 mai 2006, l'entente a pris fin après la clôture de l'exercice.

Notes complémentaires (suite)

31 mars 2006

14. GARANTIES

- (a) Aux termes de la convention d'apport, la Société doit indemniser la Cité de Toronto, la province d'Ontario et le gouvernement du Canada ainsi que leurs représentants, employés et agents respectifs des obligations à l'égard d'une poursuite relativement à des blessures, des dommages ou une perte de propriété, une perte économique ou une atteinte aux droits découlant directement ou indirectement :
- (i) d'un projet;
 - (ii) de l'exécution d'un contrat ou de la violation de toute modalité;
 - (iii) de toute omission, acte volontaire ou de négligence de la part des dirigeants, des employés ou des agents de la Société.

L'indemnisation s'étend à tous les coûts et obligations qui pourraient être engagés par l'ordre de gouvernement par suite de la nomination de membres au conseil d'administration de la Société, que la Société agisse à titre d'agent ou assume des obligations au nom de cet ordre de gouvernement.

La Société exige que tous les bénéficiaires admissibles indemnisent la Société de toute obligation selon les modalités susmentionnées.

La Société exige que tous les tiers entrepreneurs indemnisent chaque ordre de gouvernement et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto, ses dirigeants, ses employés et ses agents de toute obligation et réclamation pouvant être causée ou découlant des situations suivantes :

- (i) violation de toute modalité du contrat par le tiers entrepreneur ou ses dirigeants, ses employés ou ses agents; ou
 - (ii) toute omission, acte volontaire ou de négligence de la part des dirigeants, des employés ou des agents du tiers entrepreneur relativement au projet.
- (b) Aux termes de l'entente de prestation conclue avec chaque bénéficiaire admissible, la Société indemniserait le bénéficiaire admissible et ses dirigeants, ses employés et ses agents de toute réclamation relative à une perte découlant des situations suivantes :
- (i) toute violation par la Société à l'égard de l'entente de prestation, de documents ou de certificats fournis conformément à la convention; ou
 - (ii) toute omission, acte volontaire ou de négligence de la part des dirigeants, des employés ou des agents de la Société relativement au projet.

La nature de l'indemnisation empêche la Société d'effectuer une estimation raisonnable de l'obligation maximale potentielle à laquelle elle pourrait être exposée. Toutefois, la direction tente de mitiger l'exposition de la Société en vertu de ces indemnités au moyen de l'achat d'assurance à l'intention des administrateurs et des dirigeants, de la répartition du risque aux bénéficiaires admissibles et aux entrepreneurs (décrit ci-dessus) et par l'application des politiques et des procédures de la Société et des bénéficiaires admissibles, ainsi que de la surveillance accrue lorsque cela s'avère nécessaire.

15. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants des exercices antérieurs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

Annexe A :

Tableau des activités financières par projet (non vérifié)

Exercice terminé le 31 mars 2006

	PROJETS PRIORITAIRES ¹			PROJETS PRINCIPAUX ²		
	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006
PRODUITS						
Apports gouvernementaux						
Gouvernement du Canada	2 257 421 \$	3 254 936 \$	13 156 293 \$	3 179 426 \$	7 258 476 \$	11 079 373 \$
Province d'Ontario	(1 387 924)	2 575 569	11 602 429	5 131 687	3 268 222	13 031 633
Cité de Toronto	1 559 779	2 340 227	14 021 440	4 047 995	2 816 206	11 462 339
	2 429 276	8 170 732	38 780 162	12 359 108	13 342 904	35 573 345
Moins les apports pour l'acquisition de terrains	–	–	–	–	–	–
Diminution (augmentation) des apports reportés liés à des exercices futurs	(629 059)	(2 796 076)	(4 058 175)	(701 803)	451 923	(3 845 734)
Apports gouvernementaux nets	1 800 217	5 374 656	34 721 987	11 657 305	13 794 827	31 727 611
Participations et autres	–	–	–	–	–	–
	1 800 217	5 374 656	34 721 987	11 657 305	13 794 827	31 727 611
CHARGES						
Frais des bénéficiaires admissibles						
Frais de construction/de mise en œuvre	(17 115)	438 821	1 505 078	7 010 256	7 759 335	18 687 027
Frais d'acquisition d'immobilisations	(286 959)	–	13 874 554	2 652 284	646 761	3 705 969
Frais de conception, d'approbation et d'aménagement de terrains	705 355	819 522	4 542 994	312 556	604 884	1 782 644
Frais de gestion de projet et autres frais internes	142 252	106 831	992 732	302 252	235 512	1 079 763
Autres	–	–	87 395	–	–	–
	543 533	1 365 174	21 002 753	10 277 348	9 246 492	25 255 403
Frais de la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto						
Frais de gestion du programme	518 405	957 974	5 201 984	278 312	445 244	1 279 672
Salaires, avantages sociaux et jetons de présence	–	–	–	–	–	–
Conception, approbations et préparation du site	260 580	331 185	2 096 721	458 806	1 179 458	2 967 418
Frais juridiques	4 538	83 553	613 937	169 052	105 119	406 461
Frais de construction / de mise en œuvre	304 798	27 325	332 123	105 112	–	105 114
Frais financiers et de vérification et autres honoraires professionnels	3 273	4 772	945 125	39 750	66 061	171 912
Frais d'occupation, de technologies de l'information et de bureau	9 177	3 836	23 674	37 485	(8 139)	56 367
Frais de communications et de consultation publique	131 157	137 227	585 321	56 767	105 024	332 270
Amortissement	–	–	–	–	–	–
Attribution du siège social	–	200 857	3 355 926	–	195 969	525 162
	1 231 928	1 746 729	13 154 811	1 145 284	2 088 736	5 844 376
TPS non recouvrable	24 756	(46 118)	564 423	234 673	284 091	627 832
	1 800 217	3 065 785	34 721 987	11 657 305	11 619 319	31 727 611
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	–	2 308 871	–	–	2 175 508	–
ACTIF NET AU DÉBUT	–	–	–	–	–	–
PLUS : APPORTS GOUVERNEMENTAUX POUR ACQUISITION DE TERRAINS	–	–	–	–	–	–
ACTIF NET À LA FIN	– \$	2 308 871 \$	– \$	– \$	2 175 508 \$	– \$

¹ Projets prioritaires : plan d'aménagement et stratégie d'affaires, prolongement de la rue Front, deuxième plateforme de la station Union, évaluations environnementales de la rivière Lower Don et préparation de Portlands

² Projets principaux : rive du Harbourfront Centre, parc Mimico, secteur riverain de Port Union et aménagement des environs.

³ Projets de terrains : parc Commissioners et acquisition de terrains stratégiques

⁴ Parcs, espaces verts et projets récréatifs : parc Tommy Thompson, plan du parc du lac Ontario, parc Don River – Phase 1, terrains sportifs provisoires de Port Lands, complexe sportif régional de Port Lands, Shakespeare Works et University for Peace

⁵ Autres projets : aménagement de la phase 2 de West Don Lands et de East Bayfront

PROJETS DE TERRAINS ³			WESTERN BEACHES			PARCS, ESPACES VERTS ET PROJETS RÉCRÉATIFS ⁴			EMBELLISSEMENT PERMANENT DE PORT LANDS		
2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006
13 483 878 \$	1 333 333 \$	14 817 538 \$	10 778 522 \$	550 000 \$	11 328 522 \$	3 653 043 \$	2 025 000 \$	5 678 043 \$	1 635 698 \$	– \$	1 635 698 \$
(22 319)	1 333 333	1 311 341	2 568 296	550 000	3 118 296	–	–	–	547 691	–	547 691
–	3 333 333	3 333 333	4 000 000	–	4 000 000	–	–	–	547 690	–	547 690
13 461 559	5 999 999	19 462 212	17 346 818	1 100 000	18 446 818	3 653 043	2 025 000	5 678 043	2 731 079	–	2 731 079
(12 550 987)	–	(12 550 987)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
(556 264)	(5 667 529)	(6 224 447)	1 634 346	(408 853)	1 225 493	(1 542 020)	(1 657 655)	(3 199 675)	(1 555 863)	–	(1 555 863)
354 308	332 470	686 778	18 981 164	691 147	19 672 311	2 111 023	367 345	2 478 368	1 175 216	–	1 175 216
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
354 308	332 470	686 778	18 981 164	691 147	19 672 311	2 111 023	367 345	2 478 368	1 175 216	–	1 175 216
–	–	–	17 431 002	–	17 431 002	973 485	336 575	1 310 060	122 540	–	122 540
–	–	–	31 738	–	31 738	–	–	–	–	–	–
–	–	–	181 738	–	181 738	33 959	–	33 959	212 732	–	212 732
–	–	–	536 599	50 000	586 599	302 610	13 600	316 210	34 000	–	34 000
–	–	–	–	–	–	450 000	–	450 000	–	–	–
–	–	–	18 181 077	50 000	18 231 077	1 760 054	350 175	2 110 229	369 272	–	369 272
48 635	86 332	134 966	73 484	74 571	148 055	231 321	13 743	245 063	205 983	–	205 983
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
56 069	53 394	109 463	577 952	530 071	1 108 023	98 938	–	98 938	217 280	–	217 280
236 225	124 299	360 524	70 707	2 581	73 288	6 440	–	6 440	18 671	–	18 671
4 430	–	4 430	58	–	58	–	–	–	334 258	–	334 258
(33 637)	41 800	8 163	–	–	–	–	–	–	–	–	–
12 647	75	12 722	8 950	1 824	10 774	603	86	690	1 266	–	1 266
16 129	103	16 233	32 367	4 380	36 748	13 073	3 338	16 411	12 861	–	12 861
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	24 153	24 153	–	21 697	21 697	–	–	–	–	–	–
340 498	330 156	670 654	763 518	635 124	1 398 643	350 375	17 167	367 542	790 319	–	790 319
13 810	2 314	16 124	36 569	6 023	42 591	594	3	597	15 625	–	15 625
354 308	332 470	686 778	18 981 164	691 147	19 672 311	2 111 023	367 345	2 478 368	1 175 216	–	1 175 216
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
12 550 987	–	12 550 987	–	–	–	–	–	–	–	–	–
12 550 987 \$	– \$	12 550 987 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$

WEST DON LANDS – PHASE 1			AUTRES PROJETS ⁵			SOCIÉTÉ			TOTAL GÉNÉRAL		
2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006	2006	2005	En vigueur jusqu'au 31 mars 2006
(223 000) \$	223 000 \$	– \$	– \$	(2 762) \$	– \$	610 478 \$	(1 810 264) \$	4 446 274 \$	35 375 466 \$	12 831 719 \$	62 141 741 \$
3 842 165	223 000	4 065 165	–	(4 494)	–	1 782 687	(343 653)	5 352 006	12 462 283	7 601 977	39 028 561
4 533 399	92 089	4 625 488	–	(2 762)	–	(217 271)	1 258 655	3 010 049	14 471 591	9 837 748	41 000 339
8 152 564	538 089	8 690 653	–	(10 018)	–	2 175 894	(895 262)	12 808 329	62 309 340	30 271 444	142 170 641
–	–	–	–	–	–	–	–	–	(12 550 987)	–	(12 550 987)
(4 074 972)	(476 593)	(4 551 565)	484 919	10 018	494 782	3 399 061	1 061 069	2 902 916	(3 541 655)	(9 483 696)	(18 812 268)
4 077 592	61 496	4 139 088	484 919	–	494 782	5 574 955	165 807	15 711 245	46 216 698	20 787 748	110 807 386
–	–	–	–	–	–	591 079	322 071	1 179 367	591 079	322 071	1 179 367
4 077 592	61 496	4 139 088	484 919	–	494 782	6 166 034	487 878	16 890 612	46 807 777	21 109 819	111 986 753
–	–	–	–	–	–	–	–	–	25 520 168	8 534 731	39 055 707
381 261	–	381 261	–	–	–	–	–	–	2 778 324	646 761	17 993 522
755 909	–	755 909	–	–	–	–	–	–	2 202 249	1 424 406	7 509 976
392 921	–	392 921	–	–	–	–	–	–	1 710 634	405 943	3 402 225
–	–	–	–	–	–	–	–	–	450 000	–	537 395
1 530 091	–	1 530 091	–	–	–	–	–	–	32 661 375	11 011 841	68 498 825
1 370 371	45 516	1 415 886	80 225	–	80 225	272 478	392 262	1 757 917	3 079 214	2 015 642	10 469 751
232	–	232	–	–	–	2 998 678	2 552 450	7 906 112	2 998 910	2 552 450	7 906 344
190 336	–	190 336	80 917	–	89 517	126 326	78 777	793 739	2 067 204	2 172 885	7 671 435
518 073	–	518 073	246 780	–	246 780	567 776	477 083	3 257 007	1 838 262	792 635	5 501 181
204 622	–	204 622	42 968	–	42 968	1 735	–	1 733	997 981	27 325	1 025 306
141 564	1 750	143 314	–	–	–	812 548	494 850	2 837 376	963 498	609 233	4 105 890
33 065	–	33 065	11 472	–	11 472	691 284	590 623	2 339 090	805 948	588 305	2 489 120
54 722	–	54 722	12 491	–	12 491	274 773	89 936	1 021 161	604 340	340 008	2 088 218
–	–	–	–	–	–	222 232	161 943	589 488	222 232	161 943	589 488
–	14 169	14 169	(661)	–	–	661	(456 845)	(3 941 107)	–	–	–
2 512 985	61 435	2 574 419	474 192	0	483 453	5 968 491	4 381 079	16 562 516	13 577 589	9 260 426	41 846 733
34 516	61	34 578	10 727	–	11 329	197 543	(408 457)	328 096	568 813	(162 083)	1 641 195
4 077 592	61 496	4 139 088	484 919	0	494 782	6 166 034	3 972 622	16 890 612	46 807 777	20 110 184	111 986 753
–	–	–	–	–	–	–	(3 484 744)	–	–	999 635	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(999 635)	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	12 550 987	–	12 550 987
– \$	–	–	– \$	– \$	– \$	– \$	(3 484 744) \$	– \$	12 550 987 \$	– \$	12 550 987 \$

Conseil d'administration

Robert Fung, président
4 juillet 2001
(mandat terminé le 15 mai 2006)

William Charnetski
5 juillet 2004

Murray Chusid
6 décembre 2001
(mandat terminé le 15 juin 2006)

Renato Discenza
15 juin 2006

Tony Dionisio
6 décembre 2001
(a remis sa démission le
2 novembre 2005)

Vivien Dzau
11 août 2004

Kevin Garland
11 juin 2004

Janet Graham
15 juin 2006

Marilyn Knox
28 janvier 2002
(a remis sa démission
le 31 janvier 2006)

David Miller
14 décembre 2005

Ross McGregor
11 juin 2004

John Ronson
5 novembre 2003

Peter Smith
5 novembre 2003
Président par intérim
15 mai – 10 octobre 2006

Mark J. Wilson
28 janvier 2002
Renommé le 15 juin 2006
Président par intérim
10 octobre 2006 – 31 janvier 2007

Comités du conseil d'administration

Comité de vérification
Vivien Dzau (présidente)
Mark J. Wilson
William Charnetski
John Ronson (invité permanent)

Comité des finances et de la gestion des risques
John Ronson (président)
Peter Smith
Kevin Garland
Janet Graham
Vivien Dzau (invitée permanente)
John W. Campbell (invitée permanente)

Comité de gouvernance
Mark J. Wilson (président)
Président du conseil d'administration
Soutien – Alan Bell,
Bennett Jones LLP

Comité des communications et des relations gouvernementales
Ross McGregor (président)
Renato Discenza
John Ronson

Comité chargé de la rémunération
Peter Smith (président)
Kevin Garland
Ross McGregor

Équipe de direction

John W. Campbell
Président-directeur général

Edward Dato
Directeur financier
(a remis sa démission
en juin 2006)

Christopher Glaisek
Vice-président –
Planification et conception

Andrew Gray
Vice-président –
Secteur d'East Bayfront

Kristin Jenkins
Vice-présidente –
Communications et marketing

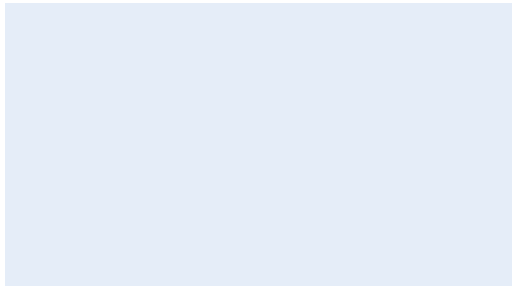
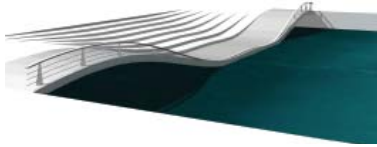
Marisa Piattelli
Vice-présidente – Relations
gouvernementales et
projets spéciaux

Brad Searchfield
Vice-président – West Don Lands

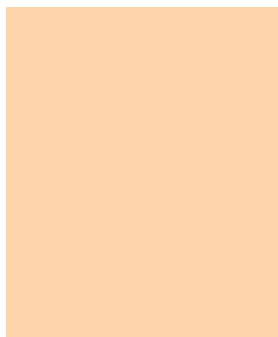
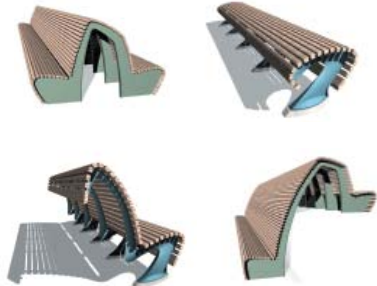

Robert Siddall
Directeur financier

David Whyte
Vice-président – Construction

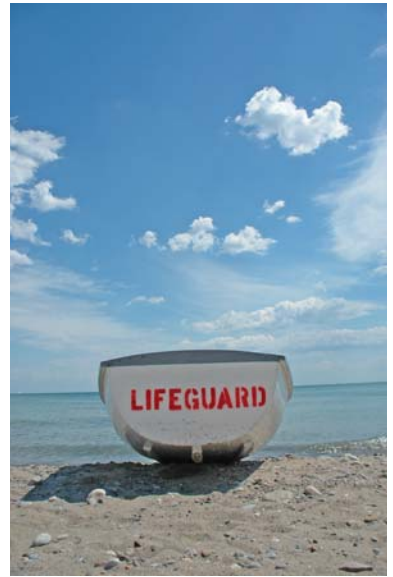
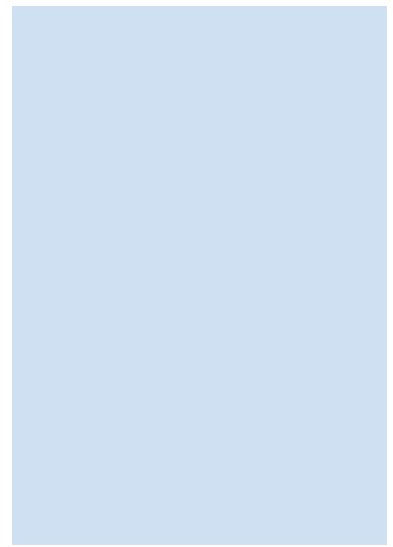
Victor Wong
Vice-président – Contentieux



WEST 8 + DTAH

Société de revitalisation du
SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO
20, rue Bay, Bureau 1310
Toronto ON
M5J 2N8



Société de revitalisation du
SECTEUR RIVERAIN DE TORONTO